

éventuellement, vous pensez, avoir un siège, une délégation propre, un peu comme l'Acadie en a une, comme le Québec en a une?

LANTEIGNE: Bien, ce qui nous est offert à l'heure actuelle, c'est d'être capable, à travers le comité, un comité de l'ACCT, d'occuper un poste. Puis là, on devra consulter les autres associations. Il faut que ce soit une association nationale qui peut occuper un siège au sein d'un des comités de l'ACCT, et puis une lettre nous a été envoyée à savoir si on était intéressé.

Vous savez qu'au cours de cette fin de semaine-ci, on a pu prendre plus d'informations de la part des représentants de l'ACCT et du Canada. Qu'est-ce qu'on avait à faire pour remplir ce poste-là, et je pense que ça va être un premier pas à regarder, à partir d'aujourd'hui. On devrait au moins être capable d'occuper ce poste-là pour commencer, et puis voir ensuite si le reste de la francophone, si le reste, parce que j'apporterais ça à une réunion de notre conseil national des présidents et présidentes au mois de novembre.

SRC: Parlez-moi un peu de l'Ontario au sommet. Le ministre Pouliot était sur place?

LANTEIGNE: Oui, monsieur Pouliot était sur place, et je peux vous dire qu'à l'heure actuelle, il est après rencontrer le président du Togo. Lui aussi en a profité pour faire des contacts, pour faire connaître ce que l'Ontario avait comme possibilité, ce que l'Ontario était intéressé à développer aussi comme différents projets, dont ils ont déjà, je pense, des contacts avec certains pays. Et puis, ce soir, je sais que je l'ai vu partir plus tôt. Il doit rencontrer le

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.